

Montreuil, le 22 décembre 2009

Communiqué de presse de l'Institut CGT d'histoire sociale

Tous les jeunes français ont droit à l'enseignement de l'histoire

Dans le cadre de la réforme du lycée, le gouvernement projette de rendre optionnel l'enseignement de l'histoire et de la géographie en terminale S.

Le 10 décembre 2009, le Conseil supérieur de l'éducation a entériné cette proposition qui conforte le processus de réduction de la part des sciences sociales dans les programmes. C'est inacceptable. En effet, à terme, il s'agit de l'abandon pur et simple de l'enseignement de ces matières pourtant si importantes dans la construction citoyenne de tous les jeunes.

L'Institut CGT d'histoire sociale depuis sa fondation, en 1982, a constamment affirmé un double souci : d'abord celui de favoriser, au sein de la CGT, la connaissance de l'expérience du mouvement ouvrier ; ensuite, de manière plus générale, exiger que l'Éducation nationale remplisse sa mission en incluant dans ses programmes l'enseignement de l'histoire sociale.

Les colloques organisés par notre IHS, dès novembre 1983, sur « la place de l'Histoire sociale dans l'enseignement secondaire général et technique », les rencontres et initiatives diverses sur ce thème ont toujours souligné l'enjeu que revêt l'enseignement de l'histoire.

En fidélité à ces orientations, l'IHS-CGT appuie et appuiera tous les efforts entrepris par les démocrates et les scientifiques lucides sur les enjeux de formatage des esprits en cours, et dont le sinistre débat sur l'identité nationale montre à quel point l'ignorance du passé et la démagogie électoraliste peuvent conduire à des dérapages désastreux.